

METHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Event Tracking, EET) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils ERM. Ce rapport synthétique présente **les résultats des évaluations réalisées du 29 Mai au 4 juin 2024 à travers des évaluations menées sur terrain avec les informateurs clés.**

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

La partie Grand-Nord de la province du Nord-Kivu, en particulier le territoire de Beni, est confrontée à une crise humanitaire aggravée par la persistance du conflit armé. Les attaques récurrentes du groupe armé ADF contre la population civile auraient entraîné des pertes considérables en vies humaines et des destructions de biens dans la zone de santé de Mabalako. Le 3 avril 2024, la zone de santé de Mangodumu en particulier a été la cible d'attaques ADF. Les membres de la communauté locale de Mangodumu et de ses environs, ainsi que les personnes déplacées qui résidaient déjà dans des familles d'accueil dans la zone, ont été contraints de fuir. Un grand nombre d'entre eux ont trouvé refuge dans les localités de Mangina centre, district de Masembembe, Bilombe, Beu et le village de Mununze dans la zone de santé de Mabalako, à l'ouest du territoire de Beni. La situation dans la zone est caractérisée par une détérioration de l'accès aux moyens de subsistance tant pour les déplacés que pour les populations hôtes, une dégradation des conditions de vie et des préoccupations croissantes en matière de protection.

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

Groupement	Localité/Village	Ménages	Individus	Homme	Femme	Enfant <5
BATANGI MBAU	BEU	85	425	170	255	65
	BILOMBE	77	346	154	192	51
	BRAZZA	58	290	116	174	25
	KADETA	233	955	382	573	141
	MAMBUMBA	92	460	184	276	83
	MANGINA CENTRE	520	2340	936	1404	348
	MASIMBEMBE	266	1117	532	585	167
	MATOKEO	103	515	206	309	87
	MATONGE	104	572	208	364	89
	MWENDAPOLE	76	380	152	228	57
NTOBILI	101	494	202	292	92	
Total		1 715	7 894	3 242	4 652	1 205

DÉTAILS DU DÉPLACEMENT

7 894 INDIVIDUS DÉPLACÉS

1 715 MENAGES DÉPLACÉS

4 652 FEMMES DÉPLACÉES

3 242 HOMMES DÉPLACÉS

CRISE ADF

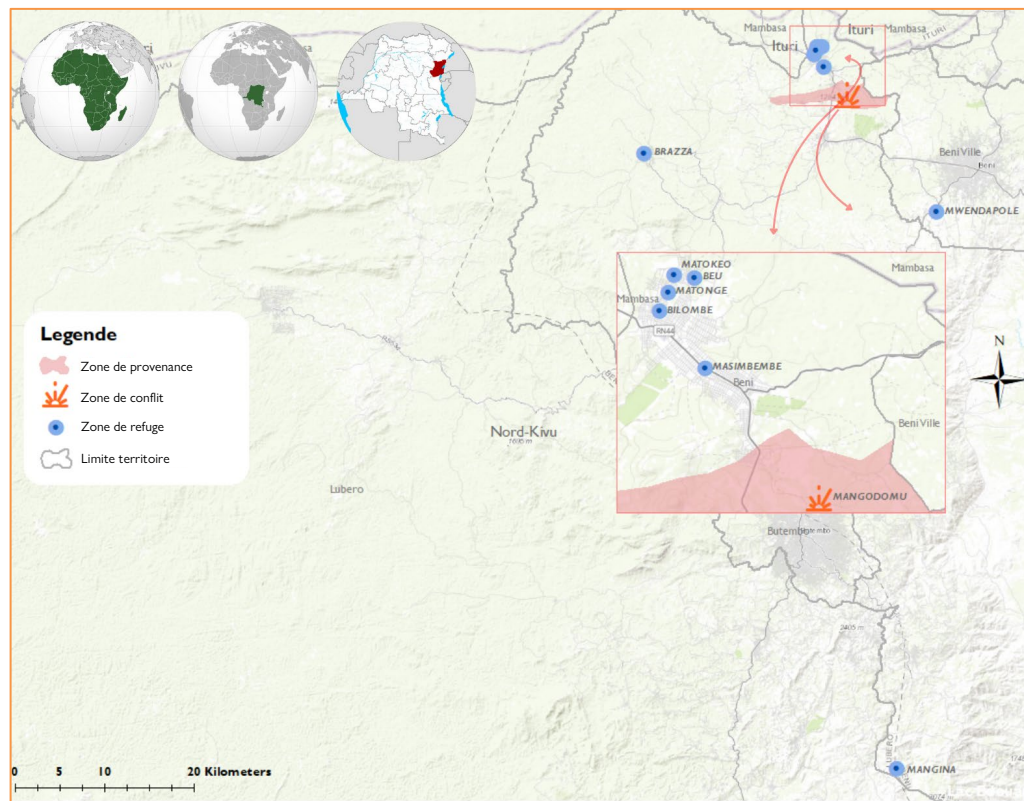
JUIN 2024

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	NORD-KIVU
TERRITOIRE	BENI
GROUPEMENT	BATANGI MBAU

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

- NOURRITURE**
- AMEs**
- ABRIS**
- SANTÉ**
- WASH**



OBSERVATION & ANALYSE

	<p>Le conflit actif du début avril 2024 a déplacé un total de 1 715 ménages et 7 894 personnes à l'intérieur ou à proximité de la zone de santé de Mabalako, dans le territoire de Beni, vers des zones de relative stabilité. La plupart des familles déplacées se sont installées dans les communautés d'accueil.</p>
	<p>La majorité des ménages déplacés de la région vivent dans la communauté d'accueil. Les personnes déplacées et les familles d'accueil sont exposées aux risques de surpeuplement et à l'absence d'abris adéquats. La grande majorité des ménages (environ 80 %) ont déclaré avoir dû abandonner une grande partie de leurs biens personnels au cours de leur déplacement. Ceci met en évidence un besoin prioritaire d'articles ménagers essentiels parmi les personnes déplacées dans les différentes zones de déplacement.</p>
	<p>La population déplacée est confrontée à une insécurité alimentaire importante dans les zones de déplacement en raison du manque de moyens et d'activités de subsistance pour les personnes déplacées. Les principales activités de subsistance dans les zones de déplacement sont l'agriculture, l'élevage et le petit commerce. Étant donné que les populations déplacées n'ont pas accès à ces opportunités, les conditions de vie sont précaires pour la plupart d'entre elles.</p> <p>Les personnes déplacées sont accueillies dans des villages qui étaient déjà confrontés au problème de l'accès à la nourriture à cause de l'insécurité persistante. La capacité de subvenir aux besoins d'un grand nombre de personnes déplacées est gravement limitée. L'évolution du paysage des déplacements, ainsi que l'insécurité généralisée et donc la perturbation de la chaîne d'approvisionnement dans cette partie du territoire, entraînent une volatilité des prix des denrées alimentaires sur le marché, qui sont souvent inaccessibles.</p>
	<p>Dans plusieurs des zones affectées, les activités scolaires ont été temporairement suspendues dans la plupart des cas en raison de la détérioration de la situation en matière de sécurité. Les familles déplacées ont également indiqué qu'elles n'étaient pas en mesure de payer les frais de scolarité lorsqu'ils étaient disponibles.</p>

OBSERVATION & ANALYSE

	<p>En général, les personnes déplacées font état de difficultés considérables pour accéder aux soins de santé dans les centres de santé des zones de refuge. Les personnes déplacées et les communautés d'accueil ont des difficultés à payer les soins médicaux ou les ordonnances. La plupart des centres de santé de la zone de santé de Mabalako déclarent ne pas disposer de stocks suffisants de médicaments ou de matériel médical. Cette situation est aggravée par l'insuffisance préexistante des installations médicales dans la région et par l'absence d'aide humanitaire.</p>
	<p>L'approvisionnement en eau potable est devenu un problème majeur dans les zones de refuge. Le nombre de points d'eau est devenu insuffisant suite à l'augmentation de la population et beaucoup ne sont pas fonctionnels. De même, les structures de santé, les écoles et les foyers d'accueil ne disposent pas d'installations adéquates pour se laver les mains.</p> <p>De nombreux ménages d'accueil n'ont pas de latrines. L'insuffisance des installations sanitaires est encore aggravée par l'afflux de personnes déplacées, ce qui accroît le risque de propagation des maladies d'origine hydrique. Il n'y a pas de capacité financière locale pour construire de nouvelles latrines.</p>
	<p>Dans le contexte de la crise actuelle, la situation sécuritaire reste volatile et la communauté déplacée est exposée à divers risques de protection dans les zones de refuge. Il s'agit notamment d'exécutions arbitraires, de destructions de biens de valeur, de pillages, d'enlèvements et de violences sexuelles. Les femmes et les enfants sont les principaux groupes vulnérables dans la région.</p>

Les activités de suivi des urgences de la DTM en RDC sont soutenues par :

